

Transformation de nos systèmes agro-alimentaires – Genèse d'un changement de paradigme

Un ouvrage sur les tendances émergentes, bonnes pratiques et messages clés une décennie après le rapport IAASTD, dit *Rapport mondial sur l'agriculture*

Il y a onze ans, l'Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (acronyme IAASTD) appelait à une transformation des systèmes agricoles sur la base d'études et données solides.

Ce rapport soulignait la nécessité de s'éloigner des approches dominantes de l'agriculture à forte intensité de ressources et d'intrants, et de transformer à fond nos systèmes agricoles et alimentaires. L'IAASTD a été rédigé par plus de 400 scientifiques et experts en développement de plus de 80 pays, parrainé par cinq agences des Nations Unies ainsi que la Banque mondiale, approuvé par les gouvernements en 2008 et publié en 2009. Il a fourni un large éventail d'options politiques pour changer de cap, pour passer du statu quo aux pratiques agroécologiques biodiversifiées mettant au centre les petits paysans qui produisent la majorité de la nourriture mondiale et leurs systèmes de connaissances [1]. L'IAASTD a également identifié des actions pour remédier aux déséquilibres de pouvoir qui sont inscrits, aux niveaux mondial et national, dans les systèmes et institutions qui définissent les orientations politiques, économiques, de recherche et commerciales. Des systèmes et institutions qui, comme de nombreuses études l'ont démontré, enracinent les inégalités responsables de la pauvreté et de la faim persistantes dans le monde.

Une nouvelle collection d'essais en anglais – *Transformation of Our Food Systems: the making of a paradigm shift* – synthétise les résultats de plus d'une douzaine d'évaluations internationales qui ont été publiées dans l'intervalle de la décennie. Cet ouvrage contient des mises à jour critiques sur les tendances émergentes en matière de changement climatique, biodiversité, santé, droits humains, concentration des entreprises, accaparement des ressources et équité. Ces tendances sous-tendent l'intégrité et la viabilité futures des systèmes agroalimentaires mondiaux. En intégrant les informations fournies par les communautés paysannes et autochtones ainsi que les conclusions de l'ONU et d'autres analyses multipartites, les auteurs ont articulé des tendances et messages clés actuels et émergents, résumés ci-dessous.

Tendances dans l'agriculture et les systèmes alimentaires

Changement climatique

L'urgence climatique s'aggrave, risquant d'endommager la base de ressources naturelles dont dépend l'agriculture, avec de graves conséquences pour la sécurité alimentaire. Le système agroalimentaire, en grande partie dans ses manifestations industrielles de la production à la consommation, est responsable de 21 à 37% des émissions totales d'origine humaine de gaz à effet de serre (GES), 14 à 28% du total correspondant à l'agriculture et à l'utilisation des terres [26]. Le changement climatique affecte négativement la biodiversité, tandis que la perte de biodiversité (déforestation) exacerbe le changement climatique [11, 17, 26]. L'agriculture reste l'un des principaux contributeurs au changement climatique, à travers, par exemple, les émissions d'oxyde nitreux et de méthane associées à la production agrochimique et à l'élevage industriel [26]. En revanche, les méthodes agroécologiques et indigènes de culture ainsi que les pratiques durables de pâturage régénèrent la biologie des sols, séquestrent le carbone tout en fournissant une nourriture et un habitat essentiels aux espèces sauvages ; elles offrent des voies prometteuses face au changement climatique (atténuation et adaptation) [11, 17, 21, 24, 26].

¹ Les références numérotées entre crochets renvoient aux différents chapitres du livre. Veuillez vous référer à la liste des chapitres numérotés à la fin de ce document.

Biodiversité

Les menaces pesant sur la biodiversité se sont accrues, entraînées en grande partie par l'agriculture industrielle et l'extraction non durable des ressources naturelles, provoquant une baisse spectaculaire de l'abondance et de la richesse des espèces [9, 11, 17]. Ces pertes ont entraîné une réduction des services écosystémiques essentiels tels que la régulation de l'eau et du climat, la pollinisation et la lutte antiparasitaire [17]. La diversité des variétés de plantes (cultivées ou sauvages) et d'animaux (domestiques ou sauvages) a également diminué, réduisant la résilience du système aux perturbations et aux stress. La perte de certaines formes de biodiversité (par exemple, la diversité phylogénétique et fonctionnelle) peut écarter définitivement certaines options futures [11]. En revanche, des systèmes hautement diversifiés et bien gérés dans une succession agroécologique maintiennent une plus grande diversité d'espèces, tout en répondant aux besoins en aliments et en subsistance des communautés [11, 17].

Pandémies

Les maladies infectieuses récemment apparues peuvent être liées directement ou indirectement à des changements dans l'agriculture ou dans l'utilisation des terres liés à l'agriculture industrielle [12]. L'exploitation forestière, l'exploitation minière et les plantations intensives permettent aux agents pathogènes sauvages qui normalement se limiteraient aux forêts naturelles de se propager plus largement parmi les populations vulnérables de personnes ou de bétail. Ces retombées sont exacerbées par la pauvreté et les programmes d'austérité qui affectent l'assainissement environnemental et la santé publique. Les maladies infectieuses peuvent facilement se propager dans le monde entier à travers la chaîne alimentaire mondiale [12]. Les pandémies représentent également une menace sérieuse pour la vie et la culture des peuples autochtones, avec une perte ultérieure des systèmes de connaissances et de technologies.

Santé, nutrition et régimes alimentaires

De nouvelles recherches ont permis de mieux comprendre ce qui est constitutif de la santé, avec une reconnaissance étendue des impacts interconnectés sur la santé humaine de la nutrition, des régimes, de l'environnement, de l'exposition aux pesticides et de l'émergence de nouveaux agents pathogènes. S'y ajoutent des facteurs sociopolitiques et économiques tels que les inégalités, les migrations, les conflits, la faiblesse des environnements réglementaires et l'inertie politique [12, 19, 22, 23]. Les liens positifs entre une alimentation plus saine, résultant de la diversité alimentaire et nutritionnelle, et des systèmes de production durables holistiques et diversifiés tels que l'agroécologie et l'agroforesterie, sont devenus plus clairs [19, 22]. Des preuves considérables indiquent que les produits alimentaires ultra-transformés qui ont remplacé les aliments riches en nutriments sont les principaux moteurs de l'obésité, qui a doublé depuis la publication du rapport original de l'IAASTD, tandis que les maladies non transmissibles représentent désormais une plus grande proportion de la charge de morbidité. De plus, les systèmes de production industrialisée de viande et la surconsommation dans les pays industrialisés ont eu des conséquences négatives sur la santé, l'environnement et le changement climatique. À l'échelle mondiale, la malnutrition a augmenté au cours des cinq dernières années et n'a pas été réduite significativement depuis l'IAASTD.

Concentration des entreprises

Les tendances à la consolidation de l'industrie identifiées par l'IAASTD se sont non seulement poursuivies, mais intensifiées. Les industries mondiales de l'alimentation et de l'agriculture se sont encore davantage concentrées [4, 14]. La part de marché détenue par les quatre premières entreprises mondiales actives dans l'alimentation en 2019 dépasse 40% dans un nombre croissant de secteurs: produits agrochimiques (65,8%), produits pharmaceutiques pour animaux (58,3%), semences commerciales (53,2%) et équipements agricoles (46,2%) [14]. L'intégration verticale s'accélère, notamment grâce à la capture numérique de systèmes agroalimentaires entiers sous la forme de plates-formes technologiques émergentes. Celles-ci offrent des ensembles intégrés sur mesure comprenant une agriculture (dite) de précision et des outils de prise de décision qui font des choix autonomes sur les intrants chimiques et les semences, les mesures pour la culture et la récolte, le transport et la commercialisation des produits. En outre, les sociétés de gestion d'actifs qui opèrent en tant qu'acteurs dominants investissant dans les industries alimentaires et agricoles, ainsi que les asymétries de pouvoir persistantes dans les chaînes internationales d'approvisionnement alimentaire et de produits de base, ont encore réduit la concurrence. Cette con-

centration du pouvoir a par ailleurs entravé la capacité et la volonté des décideurs de protéger les agriculteurs et les communautés rurales contre la perte d'espace politique, économique et commercial [4, 5, 6, 14]. A mesure que ces sociétés transnationales accroissent leur puissance, elles exercent une plus grande influence sur les politiques publiques et le secteur de la recherche, tout en restant largement non réglementées car elles déterminent les prix à leur avantage [6] (par exemple, en fixant les prix que les agriculteurs payent pour les intrants et reçoivent pour leurs extrants, ainsi que les prix de détail que payent les consommateurs). En même temps, le « dumping » de produits agricoles à des prix inférieurs aux coûts de production se poursuit, en l'absence de politiques visant à protéger la sécurité alimentaire et la sécurité des moyens de subsistance des agriculteurs. On fait peu usage des mécanismes du marché pour valoriser les services écosystémiques agricoles et refléter les coûts sociaux et environnementaux de la production [5, 6].

Accaparement des ressources

Tout au long de la décennie écoulée, les sociétés nationales et transnationales des secteurs agroalimentaires ont mené des campagnes très réussies pour acquérir des terres (par exemple à travers un accaparement des terres à grande échelle), obtenir le contrôle des semences et des ressources génétiques, capturer les données numériques, contrôler les narratifs institutionnels et publics sur l'agriculture, les systèmes alimentaires et le « développement » [4, 8, 10, 14, 27]. L'extension de « l'accaparement des ressources » dans les domaines intellectuels, numériques et sociaux, associée à l'influence politique croissante qui a accompagné la consolidation des entreprises, a permis aux acteurs industriels de façonner les systèmes agroalimentaires à leur avantage [4]. Les agroentreprises transnationales se positionnent elles-mêmes, avec leurs technologies et leurs produits, comme pourvoyeuses de solutions idéales aux préoccupations mondiales ; elles s'opposent aux réglementations susceptibles de restreindre les ventes de produits et cooptent fréquemment le langage d'un changement systémique plus profond proposé par d'autres, souvent avec le soutien actif des États mais au détriment des communautés locales [27].

Droits humains, équité et souveraineté alimentaire

L'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP) en 2018 a été une étape importante. Elle confère aux paysans et aux autres groupes travaillant dans les zones rurales des droits qui doivent être respectés, protégés et réalisés ; elle reconnaît leur contribution à la conservation et à l'amélioration de la biodiversité ainsi qu'à la sécurité alimentaire [15]. L'UNDROP réaffirme l'universalité de tous les droits humains, en particulier la Déclaration des Nations Unies de 2007 sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP). Les droits, la vision et l'action des paysans, des bergers, des pêcheurs, des petits éleveurs, des femmes, des peuples autochtones et forestiers en constituent donc le fondement ; ils sont au cœur du changement transformateur qui est nécessaire dans les systèmes agricoles et alimentaires [15, 19, 24, 27]. Néanmoins, on voit persister des inégalités socio-économiques et politiques enracinées, qui compromettent la santé, l'alimentation, les moyens de subsistance, les cultures, la transmission intergénérationnelle des savoirs locaux et autochtones, ainsi que l'accès sécurisé à la nourriture et le contrôle des ressources nécessaires aux communautés rurales et urbaines pour assurer leur souveraineté alimentaire comme leur bien-être [10, 17, 26, 28].

Agroécologie

Depuis l'IAASTD, de nombreuses études transdisciplinaires ainsi que des processus des Nations Unies et intergouvernementaux ont reconnu le potentiel transformatif de l'agroécologie pour promouvoir la sécurité alimentaire et la sécurité des moyens de subsistance, des régimes alimentaires durables, la santé environnementale, la résilience sociale, économique, écologique et climatique de même que l'équité sociale [17, 19, 24, 28, 29]. Il est maintenant généralement admis que l'agroécologie est essentielle pour faire face aux crises de plus en plus graves liées aux systèmes agro-alimentaires. De plus en plus de preuves indiquent que l'agroécologie fournit un paradigme et de multiples voies vers un système alimentaire plus juste et plus durable [29]. Sa contribution positive au problème climatique (atténuation et adaptation) et à la conservation de la biodiversité a été établie [24]. Pour que l'agroécologie atteigne maintenant son plein potentiel, elle doit respecter les principes et les pratiques d'interculturalité, de transdisciplinarité et d'indigénéité [1, 24, 27].

Ces tendances indiquent que les failles systémiques et les intérêts particuliers qui continuent à soutenir un système agricole et alimentaire industriel défaillant n'ont pas été traités de manière adéquate. En conséquence, trop peu de progrès ont été réalisés au cours de la dernière décennie, alors que les crises se sont aggravées. En l'absence d'un engagement sérieux à changer de cap, de multiples crises biophysiques, écologiques et socio-économiques se sont accélérées. Les activités humaines, conduites dans une large mesure par des sociétés multinationales, continuent de dégrader les ressources naturelles. Les gouvernements manquant de volonté politique pour régler adéquatement ces entreprises, elles nous poussent dorénavant au-delà des limites planétaires. Alors que l'agriculture industrielle se développe dans des zones naturelles reculées, de nouveaux agents pathogènes se transmettent d'une espèce à l'autre et, comme la COVID-19, peuvent conduire à des pandémies mondiales dévastatrices [12]. D'un autre côté apparaissent des lueurs d'espoir basées sur des principes agro-écologiques, des approches autochtones et la co-création de savoirs émergeant de la base : elles montrent de multiples voies vers une véritable transformation du système alimentaire [15, 27, 28, 29].

Les plus importants messages

Message clé 1

Continuer comme avant (« business as usual ») n'est (toujours) pas une option. Une transformation radicale des systèmes agro-alimentaires est nécessaire. Sur de nombreux plans, l'IAASTD a donné de bonnes recommandations. Des changements institutionnels, politiques et structurels importants doivent être entrepris aux échelles locales, méso (territoriales) et mondiale si nous voulons échapper aux conséquences mortelles des crises du climat et de la biodiversité qui s'accroissent et convergent aujourd'hui. Ces changements sont impératifs si nous voulons parvenir à transformer radicalement les systèmes qui nous ont poussés à franchir les limites planétaires et qui sapent les systèmes naturels dont dépend la survie de l'humanité [3, 13, 17, 26].

Message clé 2

L'absence de progrès aux niveaux national et mondial est principalement due à un manque de volonté politique, à des déséquilibres de pouvoir et à des blocages systémiques. Ces verrous comprennent: la dépendance de sentier, l'orientation à l'exportation, l'attente d'une nourriture bon marché, une pensée compartimentée, à court terme ou linéaire, des récits sur « nourrir le monde » ou sur des solutions technologiques, des indicateurs de succès inappropriés (en se concentrant par exemple sur des indicateurs économiques simples comme le PIB ou le rendement d'une seule culture qui ne valorise pas le capital social et naturel et ne quantifie pas les coûts réels), les agendas antinomiques d'acteurs corporatifs, la vision limitée de donateurs, la peur de l'échec et la concentration du pouvoir [11, 13, 14, 17, 22, 28].

Message clé 3

Nous ne pouvons pas résoudre les crises multiples, convergentes et accélérées d'aujourd'hui par des réponses unidimensionnelles, linéaires, réductionnistes ou mécanistes. Nous devons plutôt adopter une approche de systèmes alimentaires avec des solutions qui ont des résultats multiples, convergents, se renforçant positivement en apportant des effets synergiques bénéfiques dans plusieurs domaines [2, 9, 11, 22, 24, 25, 26, 28, 29]. L'agroécologie transformative, par exemple, n'est pas seulement productive, résiliente, adaptable et rentable. Elle met également l'accent sur l'action, la démocratie, l'équité, les droits et la réhabilitation écologique [24, 25, 29]. Les approches autochtones telles que *buen vivir*, *sumac kawsay*, *Ubuntu* et *swaraj*, fournissent des moyens de savoir et d'être (épistémologies et ontologies) qui offrent des voies holistiques et multidimensionnelles vers un avenir viable [1, 27]. Rassembler les approches agro-écologiques et autochtones dans la conversation offre une puissante avancée, ancrée dans l'interculturalité et le respect [1, 22]. Ces approches systémiques holistiques et multifonctionnelles, ainsi que d'autres, soutiennent les progrès vers les Objectifs de développement durable (ODD). Elles contrastent fortement avec les avantages limités offerts par des solutions technologiques étroites telles que les cultures génétiquement modifiées et les nouvelles technologies génétiques qui ne traitent pas les carences agronomiques sous-jacentes, les dynamiques inéquitables du pouvoir ou les restrictions sociales et environnementales dominantes à une production durable [8, 9, 18, 25].

Message clé 4

Les progrès vers un avenir vivable et viable exigent des processus démocratiques profondément participatifs et ne peuvent être atteints sans une attention aux droits fondamentaux - en particulier les droits des agriculteurs, des femmes, des peuples autochtones et des autres personnes travaillant dans les zones rurales [1, 3, 10, 15, 19, 24, 25, 27, 28, 29]. La mise en œuvre d'une approche fondée sur les droits nécessite la promulgation de lois et de mesures pour promouvoir et protéger ces droits, un engagement politique fort envers les obligations établies dans le domaine des droits humains comme la UNDROF et la DNUDPA ; elle exige de lutter contre les asymétries de pouvoir et les inégalités qui entravent ces droits [15]. Pour respecter les droits humains, il faut remplacer le contrôle des entreprises et des élites sur les terres, les semences, l'eau et d'autres ressources productives et naturelles par la propriété coopérative et d'autres modèles démocratiques tels que ceux basés sur les principes d'économie circulaire et solidaire. Il faut également s'appuyer sur le leadership, la vision et l'expérience des femmes, des paysans, des pêcheurs, des pasteurs, des ouvriers agricoles, des peuples autochtones et d'autres personnes travaillant dans les zones rurales et urbaines [1, 7, 9, 15, 16, 20, 22, 25, 27, 28]. Des changements profonds dans la gouvernance sont nécessaires pour favoriser leur inclusion, leur participation, leur autonomisation et leur capacité d'action, y compris la reconnaissance des systèmes territoriaux d'auto-gouvernance communautaire, collective et coutumière [3, 15, 16, 19, 23, 24].

Message clé 5

La stabilisation du climat et l'inversion des tendances à la perte de biodiversité nécessitent de transformer les systèmes agroalimentaires en systèmes agroécologiques, de réduire le gaspillage et les pertes alimentaires ainsi que la consommation de viande dans la plupart des régions. Il s'agit aussi de prioriser et valoriser le capital naturel, social et humain [9, 11, 13, 17, 19, 23]. Les sociétés doivent travailler dans les réalités des limites écologiques et des frontières planétaires. Quant aux systèmes économiques - l'un des nombreux aspects de l'organisation socioculturelle –, ils doivent être adaptés pour servir plutôt que conduire la société [3, 13, 27]. Les gouvernements et la société civile devront réorienter et façonner les politiques, la recherche, la vulgarisation et les incitations commerciales en sortant des modèles dominants d'agriculture industrielle à forte intensité d'intrants et en se dirigeant vers des systèmes diversifiés à forte intensité de savoir qui atténuent le changement climatique tout en régénérant et conservant la base des ressources naturelles [5, 9, 11, 18]. Un « dialogue de savoirs » interculturel entre les parcours autochtones et agroécologiques ainsi que les pratiques locales peut soutenir les changements politiques, sociaux, écologiques et culturels nécessaires pour promouvoir la résilience, l'équité sociale et la santé planétaire [1, 27].

Message clé 6

La promotion d'une alimentation saine, diversifiée et durable peut à la fois réduire les principales formes de malnutrition et offrir de multiples avantages complémentaires pour la santé humaine et écologique. Une approche holistique et transdisciplinaire des systèmes alimentaires protecteurs de la santé permettra aux communautés de produire des aliments culturellement acceptables, accessibles, abordables, sûrs et sains, de protéger le bien-être des agriculteurs et des travailleurs du système alimentaire, de conserver les ressources naturelles et de protéger la biodiversité ainsi que les fonctions écosystémiques essentielles dont dépend la société [19, 22, 23]. La compréhension, aujourd'hui élargie, de la santé et de la « salubrité alimentaire » nécessite une approche réglementaire audacieuse et complète qui s'attaque aux menaces à long terme des systèmes de production actuels pour la santé des gens, de l'écosystème et de l'environnement. Cette approche nécessite de surmonter la résistance au changement des bailleurs de fonds et des décideurs politiques, résistance qui découle de conflits d'intérêts, de la propension à des interventions familières mais trop simplistes, de l'aversion à s'opposer à des intérêts commerciaux et de l'attrait pour les fausses promesses de solutions faciles [22].

Message clé 7

Le rééquilibrage du pouvoir dans le système agroalimentaire nécessite une action visant d'une part à réduire le pouvoir de firmes dominantes et d'importants milieux d'affaires qui sous-tendent le système alimentaire industriel et d'autre part à fournir un espace pour différents systèmes d'échanges et de commercialisation qui autonomisent et permettent aux petits agriculteurs, aux fermiers, aux peuples autochtones, aux femmes et aux communautés rurales et urbaines de s'épanouir. Les gouvernements devraient utiliser des mesures, notamment des réglementations en matière de concurrence et antitrust, pour inverser les tendances

de concentration des entreprises [4, 14]; réorienter les subventions et incitations favorisant des pratiques non durables vers des pratiques agroécologiques [5, 24]; soutenir les chaînes d'approvisionnement courtes, les marchés territoriaux, les infrastructures de distribution et les liens ruraux-urbains interactifs gérés localement [11, 20]; utiliser les achats publics de produits agroécologiques et artisanaux pour construire ou reconstruire ces marchés et infrastructures [11]; réviser les institutions, les politiques et les réglementations qui façonnent la propriété et le contrôle des ressources, garantissant aux agriculteurs un accès à - et un contrôle sécurisé sur - la terre, l'eau, la propriété génétique et intellectuelle et d'autres ressources [15, 24]. Les approches utiles comprennent des processus de planification pour une gestion participative et territoriale qui mettent l'accent sur les peuples autochtones, les femmes et les jeunes [15, 16, 23, 27, 29] et qui garantissent la souveraineté semencière, par exemple grâce à l'échange de semences entre agriculteurs [1, 24, 26, 28].

Message clé 8

La transformation des systèmes nécessite une révision et un recentrage des valeurs d'équité, de réciprocité et de solidarité, des principes de démocratie, de justice et de collectivité. Il s'agit aussi de reconnaître que les humains existent à l'intérieur et non à l'extérieur de la nature. Le processus de transformation implique également de revaloriser les aspects socioculturels, du local, de la biodiversité et de résilience [11, 17, 23, 25].

Il y a plus de dix ans, l'IAASTD présentait des pistes d'action. Aujourd'hui, l'action décisive n'est plus seulement une piste. C'est un impératif. La pandémie COVID-19 a en outre révélé les inégalités, les défaillances du système et les dangers des systèmes alimentaires et agricoles d'aujourd'hui, dominants, mondialisés et de plus en plus privatisés ; des systèmes qui ont concentré les bénéfices entre les mains de quelques-uns, tout en poussant simultanément les crises mondiales du climat, de la biodiversité et de la santé vers leurs points de basculement. Ce qui est incontestable, c'est que les multiples crises qui s'accroissent aujourd'hui exigent un changement transformatif. Il existe aujourd'hui de nombreuses preuves que non seulement un tel changement est possible, mais qu'il se produit déjà sur le terrain dans des communautés et des pays du monde entier.

La transformation de nos systèmes agro-alimentaires prouve que les voies les plus prometteuses pour avancer résident dans une pluralité de cultures et de solutions; la co-création respectueuse de connaissances diverses; la vision collective, la réinvention et la mise en œuvre de systèmes de gouvernance justes et démocratiques qui rééquilibrent le pouvoir; rétablissent l'intégrité écologique et donnent la priorité à la justice sociale et à la santé humaine et écosystémique dans les limites de la planète.

Ce document a été rédigé par Marcia Ishii-Eiteman, Lim Li Ching et Ivette Perfecto et approuvé par le groupe consultatif IAASTD+10 Advisory Group (Molly D. Anderson, Colin R. Anderson, Carolin Callenius, Maria Fernandez, Gustavo Ferreira, Harriet Friedmann, Tirso Gonzales, Jack A. Heinemann, Angelika Hilbeck, Anita Idel, Marcia Ishii-Eiteman, Marie de Lattre-Gasquet, Roger Leakey, Lim Li Ching, Ivette Perfecto, Marta Guadalupe Rivera Ferre)

Voir aussi le site web avec les auteurs et les éditeurs:

<https://www.globalagriculture.org/transformation-of-our-food-systems/authors-editors.html>

Chapitres

- [1] Looking Back: IAASTD, agroecology and new ways forward. Marcia Ishii-Eitemann
- [2] EU-SCAR: Two narratives in a world of scarcities. Erik Mathijs
- [3] Update: Innovation for whom? Molly Anderson
- [4] Update: Corporate multilateralism at the UN. Pat Mooney
- [5] UNCTAD: How to cope with largely dysfunctional market signals for sustainable agriculture? Ulrich Hofmann
- [6] Update: Trade and market policy. Steve Suppan
- [7] UN: How the IAASTD helped shape the SDGs. Michael Bergöö & Mayumi Ridenhour
- [8] Update: The emerging issue of "digitalization" of agriculture. Angelika Hilbeck & Eugenio Tisselli
- [9] UNEP: Recasting agriculture in a resource-smart food systems landscape. Jacqueline McGlade
- [10] Update: Access to land and the emergence of internationally operating farm enterprises. Ward Anseeuw
- [11] IPES-Food: From uniformity to diversity. Emile A. Frison
- [12] Update: Agriculture, capital, and infectious diseases. Rob Wallace
- [13] TEEB AgriFood: "It's the economy, stupid!" Alexander Müller & Nadine Azzu
- [14] Update: The state of concentration global food and agriculture industries. Phil H. Howard & Mary K. Hendrickson
- [15] UNDROP: The UN Declaration on the rights of peasants and other people working in rural areas. María E Fernandez
- [16] Update: Changing demographics and smallholder futures. Ben White & Jan Douwe van der Ploeg
- [17] IPBES: Agriculture and biodiversity. Kate Brauman & Bob Watson
- [18] Update: Assessment of modern biotechnologies. Jack Heinemann
- [19] Agrimonde-Terra: Land use and food security in 2050. A narrow road. Marie de Lattre-Gasquet
- [20] Update: Urbanization and the effects on agriculture and food security. Frédéric Lançon
- [21] Update: The vast potential of sustainable grazing. Anita Idel
- [22] Lancet Commission: The agriculture and health nexus: a decade of paradigm progress but patchy policy actions. Boyd Swinburn
- [23] Update: Food systems in relation to nutrition and health. Marie Josèphe Amiot
- [24] FAO Report on Agroecology: Agroecological approaches and other innovations. Alexander Wezel
- [25] Update: The need for a conceptual paradigm shift. Bernard Hubert
- [26] IPCC Climate and Land: The contribution of the IPCC to a change of paradigm in agriculture and food systems. Marta G. Rivera-Ferre
- [27] Update: Indigenous autonomy and indigenous community-based research. Tirso Gonzales
- [28] Global Alliance for the Future of Food & Biovision: Beacons of Hope. Lauren Baker, Barbara Gemmill-Herren, Fabio Leppert
- [29] Looking Forward: Resources to inspire a transformative agroecology: a curated guide. Colin R. Anderson, Molly D. Anderson